
Brésil : relance des énergies fossiles et la menace d'un autre gazoduc en Amazonie

L'une des mesures prises par le gouvernement brésilien pour faire avancer la soi-disant « transition énergétique » semble ironique, mais elle est pourtant réelle : accroître l'utilisation d'un combustible fossile, le gaz « naturel ». Pilier stratégique de cette « transition », Energy Research Company (EPE), liée au gouvernement fédéral, propose, d'ici 2034, de doubler la production de gaz dans le pays et d'investir jusqu'à 140 milliards de reais (27,6 milliards de dollars nord-américains) dans des projets d'infrastructures pour le secteur. (1) Parmi ces projets figurent 27 gazoducs de transport qui relient différents États du pays. L'un d'eux attire l'attention en raison de son extension et du fait qu'il se situe principalement dans le biome amazonien. Le gazoduc qui pourrait relier la municipalité de Santo Antônio dos Lopes, dans l'État du Maranhão, à celle de Barcarena, dans l'État du Pará, devrait avoir une longueur de 677 km kilomètres et pourrait transformer des centaines de kilomètres de forêt amazonienne fermée en un grand chantier de construction, impactant plusieurs communautés qui vivent autour du gazoduc.

Au niveau mondial, le Brésil est un petit acteur dans le secteur gazier : en 2024, il se trouvait à la 29^e place du classement des pays producteurs de cette source d'énergie fossile. (2) Mais pourquoi un pays qui se vante que les sources renouvelables représentent 50 pour cent de sa matrice énergétique investirait-il dans le développement d'une source d'énergie fossile sous prétexte de transition énergétique ? (3)

Sans surprise, le lobby dans ce secteur est fort et de nombreuses entreprises peuvent bénéficier de ce boom. Au Brésil, une partie de l'exploitation, du traitement et du transport du gaz a été privatisée ces dernières années ; de plus, les entreprises privées dominent déjà une partie importante de l'ensemble de la chaîne gazière – en mettant l'accent sur Eneva, le plus grand opérateur gazier privé du pays. (4) Bien qu'il s'agisse d'un scénario marqué par des conflits entre différents groupes économiques, il y a quelque chose qui semble les unir, y compris le gouvernement lui-même : le discours sur le rôle clé du gaz « naturel » comme « carburant de transition ».

Le terme « naturel » dans la dénomination contribue à cet objectif, car il sert en quelque sorte à dissimuler le fait que ce gaz est également un combustible fossile et – soyons honnêtes – aussi naturel que le pétrole lui-même. En fait, dans la plupart des cas, les deux se trouvent dans les mêmes gisements et sont extraits ensemble. (5) Mais, en tant que combustible fossile, la combustion de ce gaz figure parmi les principales causes du réchauffement climatique. L'idée de « transition énergétique » figure dans le discours des représentants du secteur des énergies fossiles, mais ils savent qu'elle n'existe pas. (6) Le PDG d'Eneva a lui-même déclaré dans une interview : « le monde n'a jamais connu de véritable transition énergétique ; il a subi des ajouts énergétiques ». (7) Mais il renforce par la suite l'importance du gaz pour cette soi-disant transition qui, comme il le suggère lui-même, n'aura jamais lieu.

Comme toujours, ceux qui paieront le prix de l'expansion de cette source d'énergie fossile seront les différentes communautés qui pourraient être touchées par la construction de gazoducs, l'augmentation des zones d'extraction de gaz et le souffle que ce combustible donnera à

l'industrialisation. Un aperçu du gazoduc qui pourrait être construit dans la zone de la forêt amazonienne donne des indications sur certains des principaux acteurs privés intéressés par l'essor du marché du gaz au Brésil et les impacts que cela pourrait provoquer.

Le gazoduc Santo Antônio dos Lopes-Barcarena : une forêt et beaucoup de gens dans le chemin

Le gazoduc de transport prévu pour relier la municipalité de Santo Antônio dos Lopes, dans l'État du Maranhão, à celle de Barcarena, dans l'État du Pará, a déjà fait l'objet de différentes propositions de tracé. Le plus récent fait partie du Plan indicatif des gazoducs de transport (PIG), publié par Energy Research Company. (8) Ce document est un élément important pour attirer et orienter les investissements d'un milliard de dollars prévus dans les infrastructures du secteur.

D'après ce document, le gazoduc doit avoir une longueur de 677 km et son installation nécessite une bande de 20 mètres de large. Dans l'Etat de Maranhão, l'itinéraire traverse une région de transition entre les biomes de la forêt amazonienne, du Cerrado et de la Caatinga. Au fur et à mesure que l'on progresse vers Pará, la végétation acquiert les caractéristiques de la forêt amazonienne, qui est le biome prédominant du parcours proposé. Le gazoduc a été projeté dans une région qui englobe des unités de conservation, de végétation indigène, de zones inondables et de terres indigènes, telles que les terres indigènes de l'Alto Rio Guamá, de l'Alto Turiaçu, des Awá et des Caru.

Image

Dernier tracé proposé pour le gazoduc, présenté par EPE en 2020

Sur 98 pour cent de ce tracé, il serait nécessaire de créer une nouvelle piste, c'est-à-dire de défricher des terres pour installer le gazoduc. Environ 264 km de cette nouvelle piste traverseraient une zone de forêt amazonienne intacte. Le seul gazoduc d'envergure similaire déjà construit en Amazonie relie les municipalités d'Urucu et de Coari à Manaus, la capitale de l'État d'Amazonas. Sa construction met en lumière certains impacts susceptibles de se reproduire. Des dizaines de représentants des communautés atteintes ont dénoncé le manque de transparence du processus préalable aux travaux, ainsi que les dégâts considérables qu'ils ont engendrés : (9) Ouverture d'au moins 32 clairières et routes parallèles pour permettre les travaux en forêt dense ; circulation d'engins lourds qui ont bloqué les sources d'eau potable utilisées par les communautés ; obstruction des affluents, entraînant une forte diminution des populations de poissons, entre autres. Sans compter l'explosion démographique dans les villes de la région, induite par les travaux, et les fuites déjà constatées sur ce gazoduc. La population locale n'a rien hérité du projet, si ce n'est ses conséquences. Pour de nombreuses communautés, ces impacts socio-environnementaux représentent une rupture avec leurs modes de vie traditionnels, engendrant des traumatismes collectifs et individuels difficiles à surmonter.

Quant aux 2 pour cent restants du tracé, soit 13 km, ils emprunteront la même bande de terrain que celle où passe déjà une partie de l'oléoduc minier de Norsk Hydro, dans l'État du Pará. Dans un manifeste contre cet oléoduc, publié en 2024, les peuples autochtones, riverains et quilombolas de la vallée de l'Acará ont dénoncé les conséquences de ce type de construction : des centaines d'arbres déracinés ; au moins 20 cours d'eau comblés par les gigantesques pelles mécaniques d'Hydro ; la présence ostentatoire des forces de police pour protéger et garantir le projet ; l'installation de lignes de transport d'électricité pour alimenter les infrastructures de l'oléoduc ; la contamination et la pénurie d'eau ; et la criminalisation des leaders opposés au projet. « Pourquoi devons-nous payer de nos vies, de notre culture et de notre biodiversité pour un projet qui ne sert qu'à enrichir des étrangers et les partenaires d'une entreprise située à l'autre bout du monde ? », s'enquière-t-ils. (10)

Image

Travaux du minéroduct de Hydro destiné au transport de bauxite en Amazonie brésilienne (Photo : Mouvement IRQ)

Dans la municipalité de Moju, dans l'État du Pará, il gazoduc passe à moins de 3 km de quatre territoires quilombolas. (11) Plusieurs communautés quilombolas ont été reconnues après l'élaboration du projet ; ce nombre pourrait donc être plus élevé et il est même possible que le tracé traverse certains de ces territoires.

De plus, dans la région où le projet doit être mis en œuvre, au moins 11 projets d'aménagement rural seraient traversés par le gazoduc. (12) Les conséquences sont loin d'être négligeables. Les agriculteurs dont les terres étaient utilisées par le gazoduc Urucu-Coari-Manaus, par exemple, ont dû céder une bande de terre de 50 mètres de large. En contrepartie, ils ont reçu une compensation dérisoire (certains n'ont même pas atteint 10 mille reais – soit 2 mille dollars – en 2006) et se sont vu interdire, entre autres, de pratiquer leur agriculture traditionnelle utilisant le feu, en raison du risque d'explosion. (13) « Aujourd'hui, pour nous, le risque est très élevé car nous sommes encerclés [par les gazoducs]. Si un incident se produit, personne ne pourra s'échapper. Il est désormais interdit de mettre le feu à quoi que ce soit. Cela nous a beaucoup affectés. Avant, nous cultivions du maïs, de la mauve, mais aujourd'hui, c'est impossible. Personne ne peut y mettre le feu, et l'agriculteur devrait pouvoir défricher le terrain et y mettre le feu », déplore l'un de ces agriculteurs pour qui la peur est devenue une habitude quotidienne. (14)

Finalement, où en est ce projet ?

Le gazoduc Santo Antônio dos Lopes-Barcarena figure dans le Plan indicatif des gazoducs de transport (PIG) comme étant « en cours d'autorisation » (15). Selon ce document, ce statut lui est attribué car son tracé est similaire à celui du gazoduc Pará, un projet plus ancien dont la procédure de régularisation avait déjà été entamée. Le gazoduc Pará, proposé par une société du groupe Termogás, avait même obtenu de l'agence fédérale compétente l'autorisation de construire. En 2007, il était en cours d'évaluation environnementale, mais cette procédure n'a pas abouti (16). À l'époque, le lobbying en faveur du projet de gazoduc n'avait pas suffi à le faire démarrer.

Le groupe Termogás appartient à Carlos Suarez, surnommé le « roi du gaz », qui est l'un des principaux lobbyistes œuvrant pour la construction de gazoducs dans le pays. (17) Gasmar et Gás do Pará, sociétés de distribution de gaz respectivement situées dans les États du Maranhão et du Pará, font également partie de sa société holding et seraient reliées par le gazoduc. Ces deux dernières années, suite à des projets liés au développement du gaz, les deux États ont promulgué des lois controversées concentrant le monopole de la distribution de gaz entre les mains des sociétés susmentionnées du « Roi du gaz » – dont les États sont également actionnaires. Les impacts d'un projet de cette ampleur dépassant la simple construction des gazoducs, il est important d'envisager les conséquences à ses extrémités.

L'extrémité de Santo Antônio dos Lopes, dans l'État de Maranhão

La municipalité de Santo Antônio dos Lopes est située dans le bassin du Parnaíba, le deuxième plus grand bassin terrestre de gaz « naturel » du Brésil, ce qui est un fardeau pour de nombreuses communautés environnantes. Depuis 2013, avec l'installation des premières centrales thermoélectriques d'Eneva, par exemple, la communauté traditionnelle de Demanda a été déplacée de son territoire. Six mille palmiers babassu ont été abattus ; les cueilleurs de noix de coco des

communautés traditionnelles ont été empêchés de perpétuer leur mode de vie et d'accéder aux plantations de babassu et aux cours d'eau des zones privatisées ; et plusieurs agriculteurs ont été empêchés de travailler sur leurs terres en raison du risque d'explosion. (18)

Ces impacts pourraient s'intensifier avec la construction du gazoduc prévu, car cela impliquerait une extraction de gaz accrue. Outre le gazoduc vers Barcarena, trois autres gazoducs sont prévus par le Plan indicatif des gazoducs de transport, dont l'un aboutirait à Santo Antônio dos Lopes. (19)

Eneva, dont le principal actionnaire est la banque BTG, domine l'exploitation et la production de gaz dans le bassin de Parnaíba. Elle détient les droits de concession sur 15 blocs dans le bassin, qui couvrent au total une superficie de plus de 3 millions d'hectares.

Actuellement, la majeure partie du gaz extrait du bassin de Parnaíba est utilisée pour alimenter le complexe thermoélectrique de Parnaíba, propriété d'Eneva. Le surplus est acheminé par camion principalement vers l'usine de pâte à papier de Suzano à Imperatriz (20) et vers l'usine de granulés de Vale à São Luís, capitale de l'État de Maranhão. Eneva investit également dans la création d'un « couloir vert » destiné à approvisionner en gaz les camions des entreprises agroalimentaires de la région de Matopiba (qui englobe les États de Maranhão, Tocantins, Piauí et Bahia).

L'avantage que procure le gaz à ces entreprises doit également être pris en compte parmi ses impacts. Outre l'approvisionnement énergétique, le gaz leur permet de présenter dans leurs rapports la « responsabilité environnementale » tant exigée par le marché de la consommation, tout simplement parce qu'il est moins polluant que les autres combustibles fossiles. Suzano, l'une des plus grandes entreprises de pâte à papier au monde, qui a fait l'objet de nombreuses accusations de déforestation et de violation des droits des communautés dont elle s'approprie les territoires pour planter des eucalyptus, trouve dans le gaz un nouvel allié pour se présenter comme un acteur « positif pour le climat ». (21) Vale, dont les mines ouvrent d'immenses clairières au cœur des forêts et dont les ruptures de barrages de résidus miniers à Mariana et Brumadinho continuent de faire des ravages et d'engendrer des pertes humaines et des dégâts socio-environnementaux sans précédent, utilise ce gaz pour annoncer qu'elle se rapproche de son objectif « zéro carbone ». Quant à l'agro-industrie de Matopiba, responsable de la concentration des terres, de la déforestation du Cerrado et des conflits fonciers, elle pourrait exporter ses produits en revendiquant une « réduction de son empreinte carbone », simplement parce que les camions qui transportent ses céréales roulent au gaz. Il convient également d'ajouter à ce catalogue d'« écoblanchiment » pratiqué par le principal actionnaire d'Eneva, la banque BTG, l'un des plus importants projets de compensation carbone au monde par le biais du « reboisement ». Grâce à des zones de « reboisement » – souvent des plantations d'eucalyptus –, ils vendent des crédits carbone à de grandes multinationales afin qu'elles puissent continuer à polluer tout en se présentant comme « neutres en carbone ». (22)

Étant donné que le gaz extrait du bassin du Parnaíba est actuellement presque entièrement consommé par les activités susmentionnées, la construction du gazoduc reliant Santo Antônio dos Lopes à Barcarena dépendrait, en partie, de la confirmation de l'existence « probable » de la réserve de gaz. À cette fin, Eneva prévoyait d'exploiter la présence de gaz dans 11 blocs d'ici 2028, dont 5 dès cette année, 2026 (23). Or, ce processus a déjà accumulé de nombreuses infractions. Certains de ces blocs, pour lesquels Eneva a obtenu l'autorisation de forer, chevauchent au moins cinq territoires quilombolas et, pour l'un d'eux, plus de 75 pour cent du territoire indigène Krenyê (24). Récemment, suite à une action du parquet fédéral, Eneva a renoncé à une partie de ces blocs (25).

Faute de cette vérification et en l'absence d'un excédent de gaz significatif, le projet initial de gazoduc pour transporter le gaz du bassin du Parnaíba à Barcarena a failli être abandonné par le

gouvernement. Cependant, l'inauguration d'un terminal d'importation de gaz naturel liquéfié (GNL) à Barcarena a changé la donne. Le gazoduc a alors été conçu pour être bidirectionnel, et le gaz pouvant également être acheminé de Barcarena vers la région des centrales thermoélectriques d'Eneva pourrait servir de filet de sécurité pour garantir leur fonctionnement. Ce qui a permis de maintenir le projet de gazoduc à l'ordre du jour, lequel figure toujours dans le Plan indicatif pour les gazoducs de transport le plus récent, publié en 2025.

L'extrémité de Barcarena, dans l'État de Pará

La municipalité de Barcarena, située au cœur de la forêt amazonienne, est devenue un pôle industriel majeur pour le développement du gaz dans le nord du pays. L'inauguration, en 2024, du premier terminal de regazéification de GNL de la région a été saluée en grande pompe par les autorités locales et fédérales, qui ont annoncé une « nouvelle ère énergétique », « plus propre et plus durable » (26).

Le terminal appartient à la société américaine New Fortress Energy (NFE) et reçoit des navires chargés de gaz liquéfié importé pour le regazéifier. Actuellement, ce gaz est principalement destiné à deux fins : la centrale thermique de Novo Tempo et Alunorte.

Cette centrale thermique appartient à NFE, mais sera exploitée par sa filiale Celba. Installée à Barcarena. Sa mise en service est prévue pour 2026.

Quant à Alunorte, la plus grande raffinerie d'alumine au monde hors de Chine, c'est une filiale de la multinationale norvégienne Hydro et utilise le même gazoduc dénoncé par les habitants de la vallée d'Acará. Le raffinage de l'alumine, matière première de l'aluminium, est une activité industrielle énergivore. En remplaçant une partie du fioul utilisé par Alunorte par du gaz (27), Hydro peut pratiquer des prix plus élevés sur le marché international pour son « alumine et aluminium bas carbone » et promouvoir son soi-disant « aluminium vert » (28). Et ce, malgré les nombreux conflits qui opposent Alunorte aux communautés traditionnelles en raison des graves impacts socio-environnementaux de ses activités. Un exemple en est le déversement fréquent de « boue rouge », un résidu extrêmement toxique rejeté par l'entreprise – sans parler des impacts causés par d'autres filiales d'Hydro dans la région. (29)

Outre le gazoduc prévu pour relier Barcarena à Santo Antônio dos Lopes, un autre projet de gazoduc est en cours pour relier la municipalité de Pará à la capitale de l'État, Belém. Injecter davantage de gaz dans ce projet revient à donner à ce pôle industriel prédateur les moyens de se développer sous couvert d'écoblanchiment, financé par l'utilisation de cette énergie fossile.

Il faut d'être vigilant

Le gazoduc Santo Antônio dos Lopes-Barcarena n'est encore qu'un projet indicatif, mais les intérêts qui animent le secteur du gaz « naturel » au Brésil pourraient le réactiver à tout moment sous couvert de « transition énergétique ». Il est important de rappeler que nombre de grands projets de « développement » prévus pour l'Amazonie sont restés au point mort pendant des décennies avant de se concrétiser. Ce fut le cas, par exemple, de la centrale hydroélectrique de Belo Monte (30), de l'autoroute BR-319 et du gazoduc Urucu-Coari-Manaus (31).

Dans un contexte d'expansion du secteur gazier, il est essentiel de suivre de près les prochaines étapes, car les populations les plus touchées par de tels projets sont généralement les dernières informées. Comme l'ont justement souligné les habitants de la vallée d'Acará dans leur manifeste

contre le gazoduc minier d'Hydro : « Comme pour toute invasion, nous ignorons leurs véritables intentions et les dégâts qu'ils vont nous causer. Personne ne nous a même dit combien d'arbres seraient déracinés pour permettre aux canalisations de profaner nos terres ancestrales. »

Secrétariat international du WRM

Références :

- (1) EPE, 2024. [Plan décennal d'expansion énergétique.](#)
- (2) [Energy Institute Statistical Review of World Energy 2025.](#)
- (3) MME, 2025. [La part brésilienne des énergies renouvelables est quatre fois supérieure à la moyenne mondiale, selon une étude.](#)
- (4) La majeure partie du gaz naturel au Brésil reste sous le contrôle de Petrobras, une entreprise mixte publique sous tutelle du gouvernement fédéral, qui est responsable de la plus grande des réserves en eaux profonde (offshore) – les puits du pré-salifère – et les puits terrestres – comme le pôle d'Urucu. Cependant, le secteur privé gagne du terrain, notamment pour les puits terrestres, Eneva se distinguant comme un acteur majeur : selon ses rapports, la société détient 42 pour cent des réserves terrestres du pays et 67 pour cent des concessions d'exploitation terrestres, dont 14 champs dans des bassins tels que ceux du Parnaíba et de l'Amazonas. Quant au secteur du transport du gaz, privatisé sous les présidences de Temer (2016-2018) et de Bolsonaro (2019-2022), il est aujourd'hui majoritairement privé, avec une importante participation étrangère, notamment canadienne et française. La plupart des terminaux de regazéification de gaz naturel liquéfié (GNL) appartiennent également à des entreprises privées. Pour plus d'informations, voir : Eneva, 2025. [Bilan annuel 2024](#) et [EPE, 2024. Plan décennal d'expansion énergétique.](#)
- (5) En 2024:« Sur la production totale de gaz naturel au Brésil (mer et terre), 91,1 pour cent (140 Mm³/jour) provenaient de puits pré-salifères », c'est-à-dire qu'ils étaient extraits en association avec du pétrole et que la réinjection du gaz était principalement utilisée « dans la production pétrolière, afin d'obtenir des fractions du produit plus intéressantes économiquement, au détriment du gaz naturel, qui a une valeur commerciale moindre ». EPE, 2024. [Plan décennal d'expansion énergétique.](#)
- (6) Dans un document, l'OPEP, principale organisation du secteur pétrolier, déclare : « L'histoire de l'énergie est une histoire d'additions, et non de soustractions. En effet, la réalité actuelle est que le monde consomme plus de bois, de pétrole, de charbon, de gaz, en fait, de toutes les énergies, qu'auparavant. De plus, les énergies ont tendance à se compléter : l'essor du charbon a entraîné une augmentation de la consommation de bois ; l'essor du pétrole a entraîné une augmentation de la consommation de charbon ; et les énergies renouvelables et les véhicules électriques nécessitent de nombreux produits pétroliers pour leur développement et leur utilisation. » OPEP, 2025 [Perspectives pétrolières mondiales](#)
- (7) Agence Eixos, 2024. Interview avec le CEO - Lino Cançado, Eneva | [Gas Week 2024](#)
- (8) Le gazoduc Santo Antônio dos Lopes-Barcarena a été présenté plus en détail dans le PIG 2020, mais a été maintenu dans le PIG le plus récent, publié en 2025. [EPE, 2020. PIG 2020](#) e [EPE, 2025. PIG 2024](#)
- (9) Fiocruz, Carte des conflits. AM – [Les gazoducs pourraient attirer la destruction dans une région bien préservée de l'Amazonie](#)
- (10) Alma Preta, 2024. [La mobilisation indigène empêche la police d'imposer un projet multinational sur le territoire quilombola](#)
- (11) Selon le PIG, le gazoduc devrait passer à 60 mètres des territoires Quilombola de São Sebastião ; À 250 mètres du Centro Ouro, Nossa Senhora das Graças ; 2,8 km de Santa Maria do Traquateua ; et à 3 km de Santa Luzia do Tracuateua.
- (12) Les lieux suivants sont cités dans le PIG 2020 : Alto Boa Vista (Itinga do Maranhão/MA) ; Passo Livre (Bom Jardim/MA) ; Rosa Saraiva, Santa Inácia et Faisa (Santa Luzia/MA) ; Triângulo de Prata (Buriticupu/MA) ; Mapisa, Raimundo Panelada/Simasa, São Francisco/Boa Viagem (Bom

-
- Jesus das Selvas/MA) ; Floresta Gurupi (Ulianópolis/PA) et Diamantina II (Ipixuna do Pará/PA)
- (13) USP, 2011. [Gazoduc Urucu-Coari-Manaus : Impact environnemental et socio-économique sur la municipalité de Manacapuru-AM](#)
- (14) UFAM, 2018. [Impact du gazoduc Coari-Manaus : \(re\)signification des lieux](#)
- (15) Pour cette classification, ils prennent en compte « les procédures d'autorisation environnementale de projets similaires, qui partagent des sections ou la totalité de la bande de servitude et qui ont déjà expiré », d'après le PIG.
- (16) ANP, 2011. [Procédure d'autorisation des gazoducs](#). Procédure d'autorisation environnementale (n° 02001.000454/07-64) soumise à l'IBAMA le 20/12/2007.
- (17) Valor, 2022. [Carlos Suarez, homme d'affaires lié à Rodolfo Landim et Adriano Pires, investit dans l'énergie et le gaz](#)
- (18) ABA, 2017. [ABA, 2017. Gaz, fumée et bruit : rapport anthropologique sur les impacts des centrales thermoélectriques du complexe du Parnaíba sur les populations traditionnelles](#).
- (19) Deux d'entre eux sont le gazoduc Santo Antônio dos Lopes/MA – Caucaia/CE et le gazoduc Santo Antônio dos Lopes/MA – São Luís/MA, qui sont tous deux un démembrement de l'ancien projet de gazoduc Meio-Norte, de TMN Transportadora S.A., une autre société du holding Termogás. Le projet Meio-Norte a déjà obtenu l'autorisation de construction n° 360 de l'ANP – Agence Nationale du Pétrole - en décembre 2006 et a obtenu la licence d'installation (LI n° 405/2006) de l'IBAMA la même année. En 2010, TMN a demandé le renouvellement de ce permis environnemental. Et le troisième est le gazoduc Santo Antônio dos Lopes/MA – Imperatriz/MA.
- (20) Eneva, 2022. [Eneva, 2022. Eneva et Suzano concluent le premier contrat d'approvisionnement en GNL du Brésil, d'un producteur directement à un client industriel](#).
- (21) WRM, 2023. [Ce que vous devez savoir sur la société Suzano Papel e Celulose](#).
- (22) WRM, 2024. [Les plantations d'arbres destinées au marché du carbone. Pourquoi, comment et où se développent-elles ?](#)
- (23) Eneva, 2025. [Perspectives de production, de transport et de distribution de gaz naturel en Amazonie](#)
- (24) InfoAmazonia, 2026. [Eneva est autorisée à forer le seul bloc gazier actif sur des terres indigènes en Amazonie légale](#)
- (25) InfoAmazonia, 2026. [Eneva restitue trois blocs gaziers situés sur des terres indigènes et quilombolas de l'État de Maranhão](#)
- (26) Agência Pública, 2024. [« Une bombe est sur le point d'exploser » : Barcarena, dans le Pará, devient un nouveau hub gazier](#). Outre ce terminal GNL de NFE, un autre terminal GNL, prévu à Barcarena par Termogás, se heurte actuellement à des obstacles juridiques liés à son autorisation environnementale.
- (27) En 2021, Hydro a conclu un contrat d'approvisionnement de 15 ans avec NFE portant sur la consommation d'environ 1 million de gallons de GNL par jour, destinés exclusivement à la raffinerie d'Alunorte. Ce contrat était essentiel à la réalisation de la construction du terminal. Pour plus d'informations, voir : Businesswire, 2021. [NFE et Hydro finalisent les conditions commerciales définitives pour la fourniture de gaz naturel à la raffinerie d'alumine d'Alunorte dans l'État de Pará, au Brésil](#)
- (28) Hydro, 2026. [Rapport annuel intégré 2025](#)
- (29) Observatório da Mineração, 2025. [Le géant norvégien Norsk Hydro renforce le discours sur « l'aluminium vert » dans les actions liées à la COP 30 et ignore les impacts socio-environnementaux au Pará](#).
- (30) [Brésil : La lutte des peuples Xingua en Amazonie](#).
- (31) WRM, 2019. [La réserve de gaz et les gazoducs d'Urucu menacent les zones intactes de la forêt amazonienne brésilienne](#)

